

LE MANIFESTE

Bulletin n°2G - mai / juin 2025 - Bimestriel - 1 €

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI



SOMMAIRE

p. 1-2 : Édito

p. 3: Victoire pour les éducateurs de rue (Nord)

p. 4-5 : Cargill : stratégies capitalistes et plans de licenciements : récit de l'intérieur

p. 6-7: L'URC en régions / Actions

p. 8: Échos des luttes - France

p. 9 : Nicaragua : droits des femmes et lutte contre l'intoxication médiatique

p.10-11: Guerre économique de Donald Trump et riposte chinoise

p.11: Libérez les frères Kononovich!

p.12-13 : Prisonniers politiques : une nécessité pour l'impérialisme

p.14 : Le poème

p.15 : Communiqué de soutien au peuple Palestinien

p.16: À voir - à lire

ÉDITO – La fascisation comme réponse à la crise de l'impérialisme

Depuis quelques années, le processus de fascisation mis en place par la classe dominante française s'accélère indéniablement. Dissolutions, lois liberticides, interdictions de manifestations, criminalisation de la solidarité internationale avec la Palestine, interventions policières dans les universités, répression des mobilisations étudiantes... L'offensive réactionnaire fascisante vise à écraser la contestation politique, notamment dans les rangs de la jeunesse.

Après la dissolution en 2021 du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui combattait par la voie du droit les discriminations islamophobes et en février 2025 du collectif Palestine Vaincra, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a engagé la procédure de dissolution de la Jeune Garde, organisation antifasciste enracinée dans les quartiers populaires, et d'Urgence Palestine.

[suite page 2 =>]

L'ANC et le RC ont fusionné depuis novembre 2024, pour créer l'URC (Union pour la Reconstruction Communiste)

[suite édito]

Alors que, comme tous les ans, le 10 mai, plusieurs centaines de militants néofascistes défilaient sous protection de la police à Paris, que les discours médiatico-politiques islamophobes se répandent jusqu'à produire les crimes racistes les plus odieux comme l'assassinat d'Aboubakar Cissé, le gouvernement criminalise afin de les faire taire les organisations antifascistes et antiracistes ou de défense du peuple palestinien, victime d'un génocide. Il démontre ainsi, une fois de plus, sa collusion avec les extrêmes-droites françaises, qui, elles, ont tribune libre dans les médias des oligarques.

Ainsi, le ministre de l'Intérieur a déjà annoncé sa volonté d'interdire le voile à l'université et dans le cadre des sorties scolaires. En mars, il éructait « À bas le voile » lors de son meeting à Paris. En février, le Sénat votait l'interdiction du voile dans le cadre des compétitions sportives. Après l'interdiction du voile à l'école en 2004, le vote de la loi Séparatisme en 2021 et l'interdiction des abayas à l'école en 2023, le gouvernement amplifie encore l'islamophobie d'État dévoyant, toujours plus, le concept de laïcité.

D'autre part, avec le soutien du RN, de la droite, des macronistes, du PS et des Verts, l'Assemblée nationale a adopté le 7 mai la Loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur. Cette loi va permettre la mise en place d'une nouvelle instance disciplinaire académique présidée par un magistrat administratif et placée sous la tutelle du recteur, qui pourra poursuivre les étudiants qui se mobilisent pour leurs droits ou pour la défense de la Palestine.

Cette fascisation est la traduction politique de la crise de l'impérialisme français qui perd pied. Défait au Sahel, affaibli économiquement face aux impérialismes occidentaux concurrents, il recule et s'effrite.

Empêtrée dans une crise économique d'ampleur, avec plus de 300 plans de suppression d'emploi en un an, la bourgeoisie française n'a plus d'autre choix que de durcir le ton. Et plus sa position mondiale se fragilise, plus la crise économique s'amplifie, plus



l'État bourgeois se fascise. C'est dans ce contexte que la bourgeoisie tente de contraindre les travailleurs à accepter la course à la guerre et les nouvelles attaques sociales d'ampleur, dont le budget austéritaire de 202c donne un avant-goût, qui leur seront imposées.

Mais la fascisation n'est pas inéluctable.

Pour empêcher le génocide du peuple palestinien, nous devons continuer à dénoncer l'apartheid, à faire pression sur nos gouvernements et à organiser et soutenir la résistance populaire et les solidarités internationales.

Pour combattre cette course à la guerre et lutter contre l'impérialisme français, il est plus qu'urgent de reconstruire un vaste mouvement pour la Paix.

Pour lutter contre la fascisation et l'islamophobie, nous devons appeler et participer à un large front antifasciste pour la défense de nos droits démocratiques.

Pour briser la précarisation et la paupérisation, l'unité des travailleurs et le renforcement des luttes est une priorité.

L'URC entend bien jouer son rôle dans cette course contre la montre avec la montée du danger fasciste. Elle appelle les organisations communistes à construire l'aile anticapitaliste dans ces différents fronts.

J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code Nom - Prénom : Courriel : Numéro de téléphone : ☐ Je souhaite adhérer ☐ Je souhaite simplement prendre contact Bulletin à renvoyer à : Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18

LUTTES DES CLASSES EN FRANCE

UNE VICTOIRE GAGNÉE PAR LES ÉDUCATEURS DE RUE DES ASSOCIATIONS DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE DU NORD!



La Prévention spécialisée et les éducateurs de rue : c'est quoi ?

Très peu connus et encore moins reconnus, les éducateurs de rue représentent pourtant le dernier maillon de la chaîne sociale... Leur bureau : c'est la rue ! Intégrée à la Protection de l'Enfance (compétence des Départements), la Prévention Spécialisée désigne l'intervention des travailleurs sociaux en direction des jeunes des quartiers populaires en situation de fragilité, voire de rupture par rapport à leur environnement social et familial. Ce travail de rue, essentiel, permet de recréer du lien et de mener des accompagnements socio-éducatifs individuels (respectant

l'anonymat). Ces accompagnements contribuent souvent à éviter des placements dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance. L'intervention des éducateurs vise également à soutenir les dynamiques collectives des habitants de ces quartiers.

Une année 2025 démarrant par des coupes budgétaires, des annonces cinglantes et arrogantes du Président de droite du Département du Nord, à savoir :

- → Une réduction de 3 millions d'euros pour la Prévention spécialisée en 2025, soit près d'un tiers de son budget, entraînant la disparition des équipes d'éducateurs de rue sur les territoires les plus fragilisés. Cette décision ne peut qu'aggraver la situation actuelle des établissements de la Protection de l'Enfance, qui ne peut déjà plus faire face à l'augmentation des demandes de placement des mineurs en situation de danger...
- → Un mépris total à l'égard des travailleurs sociaux employés par le Département du Nord : lorsque ces agents du Département se sont s'exprimés sur leurs conditions de travail déplorables et le manque de moyens, la seule réponse du Président du Département a été de dire « Si vous n'êtes pas bien ici, allez ailleurs, je le dis et je l'assume, allez travailler ailleurs!»

Quand la colère s'organise collectivement pour combattre la casse du social :

- → Une pétition a été lancée et a recueilli dans un laps de temps très court près de 7000 signatures ;
- → Des envois massifs au Département de cartes postales « Pas touche à ma Prév!» par

les jeunes et leurs familles des quartiers dans lesquels les éducateurs interviennent ;

→ Une grande mobilisation pour une manifestation, avec de nombreuses pancartes et au rythme des slogans comme « Éducateurs supprimés, quartiers abandonnés » « Sans la prévention, les quartiers crèvent » « Touche pas à ma prévention » ... : plus de 1500 personnes ont manifesté le 6 février après midi au pied des tours du Conseil départemental du Nord, à Lille, avec un large soutien des agents du Département, de l'intersyndicale, de magistrats, d'associations de Prévention Spécialisée venues des autres régions de France et de jeunes accompagnés par les éducateurs.

Face à l'ampleur du mouvement, le Président du Département a été contraint de céder en maintenant les budgets initiaux consacrés aux associations de Prévention spécialisée.

Restons vigilants, l'avenir reste incertain car les capitalistes ne reculeront devant rien pour maintenir leurs profits Contre la précarisation et la marchandisation du travail social:

La victoire appartient à ceux qui luttent!



LUTTES DES CLASSES EN FRANCE

RÉCIT DE L'INTÉRIEUR: STRATÉGIE DU CAPITAL ET PLAN DE LICENCIEMENTS

UNE INTERVIEW DE DORIAN VALLOIS

Le Groupe Cargill est la plus importante multinationale opérant dans le secteur du négoce et transport de céréales dans le monde. Implantée dans 70 pays, elle emploie 160 000 salariés dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 165 Mds\$ en 2022. L'usine de Cargill dans la ville d'Haubourdin est une unité de production et de transformation de l'amidon de maïs. Suivant la stratégie économique du groupe, l'usine a vu, à l'instar d'autres sites du groupe en France, ses salariés servir de variable d'ajustement financier.

En 2019, un plan de licenciements économiques a détruit 183 emplois dans la société Cargill, située à Haubourdin dans le Nord. Dorian Vallois, délégué syndical CGT de Cargill lors de ce plan social, explique la stratégie économique qui a été mise en place par le Groupe afin de délocaliser discrètement une partie de sa production dans les pays de l'Est.

Peux-tu commencer par te présenter?

Je m'appelle Dorian VALLOIS, j'ai travaillé pendant 25 ans chez Cargill Haubourdin comme opérateur de production, dont 12 ans dans les instances représentatives du personnel où j'ai exercé divers mandats dont celui de délégué syndical CGT. J'ai été licencié suite à un PSE en 2019. Aujourd'hui, nous sommes environ 70 anciens salariés à contester nos licenciements devant le tribunal des prud'hommes.

Peux-tu expliquer ce qu'est un PSE?

Un PSE veut dire un plan de sauvegarde de l'emploi, c'est une façon d'appeler un plan de licenciement collectif avec des mots positifs. Face à des mots positifs, nous avons une vision positive... c'est de la langue de bois que nous devons débunker.

Pourquoi Cargill Haubourdin a-t-il licencié une partie de son personnel?

En 2019, Cargill a licencié 183 salariés sur 335. C'est lié à la stratégie du groupe qui était de faire « glisser » les profits engendrés par le site d'Haubourdin directement dans une holding située en Irlande. Cela a permis à la direction d'affirmer que le site de production d'Haubourdin ne dégageait plus assez de profits et avait un chiffre d'affaires dans le rouge. C'est de cette manière qu'ils ont pu justifier leur plan de licenciement collectif pour motif économique.



Quel est le but de Cargill dans cette stratégie?

Le but est de délocaliser la production de manière très discrète dans les pays de l'Est où la main d'œuvre est moins payée. En France, on ne peut pas fermer une usine qui fait d'énormes profits, il y a des lois et Cargill sait comment les contourner.

Comment une entreprise comme Cargill peutelle cacher ses profits ?

Via des tours de passe-passe au niveau de la comptabilité. L'un d'entre eux est de sous-traiter un service et d'augmenter les frais de siège. Dans le cas du groupe Cargill, celui-ci a décidé d'externaliser la totalité des services informatiques de l'ensemble des sites français en ayant recours à un seul et même sous-traitant situé en Inde et dont les services sont payés par le groupe.

LUTTES DES CLASSES EN FRANCE

Cela lui a permis de licencier les travailleurs dédiés à cette tâche. Les tâches informatiques sont alors facturées plus cher par le groupe, comme l'ont démontré les bilans financiers postérieurs à la décision de sous-traitance, qui ont vu le coût des services informatiques être multipliés par 10.

Le groupe Cargill a donc grossi la facture pour sortir une partie des profits de la comptabilité d'Haubourdin. De plus, la part des profits volée à Haubourdin n'est pas fiscalisée. Cela apparait dans le bilan comptable comme une augmentation des «frais de siège» qui participent à plomber les comptes de l'entreprise. Cerise sur le gâteau, le personnel licencié par Cargill Haubourdin a été embauché par la société indienne et est resté présent sur le site d'Haubourdin.

Cargill enfreint-il la loi en réalisant cette manipulation?

Absolument pas. C'est ce que l'on appelle de l'optimisation fiscale. Tout cela est légal aux yeux de la loi française.

Cargill a-t-il réalisé cette optimisation fiscale sur d'autres services ?

Oui. Après le service informatique, Cargill Haubourdin a externalisé l'ensemble des services support, prétextant que cela n'était pas son cœur de métier. Il y a eu aussi le dépôt de stockage, qui a été sous-traité à « Bils-Deroo », le centre de logistique des transports et des réclamations clients, et qui a été délocalisé à Sofia, en Bulgarie. La majeure partie du service paie a également été délocalisée en Bulgarie, l'impression et l'envoi des bulletins de paie en Pologne.

Cargill a-t-il d'autres stratégies économiques de ce genre?

Oui, bien sûr. Le Groupe Cargill fausse les comptes de Cargill Haubourdin par un stratagème comptable qui lui permet d'assécher complètement les profits du site. Par exemple, le Groupe Cargill commence par acheter le maïs en très grande quantité et le revend à un prix plus élevé à ses propres entreprises, dont la matière première principale est le maïs. Cargill Haubourdin ne cesse de faire des manœuvres de ce genre. Ses comptes sont donc faussés à la base.

Mais ce n'est pas tout, le Groupe Cargill a mis en place un montage financier très simple pour masquer ses profits. Le groupe Cargill possède une holding située en Irlande. Cette holding achète la production de Cargill Haubourdin à un coût légèrement supérieur au coût de production et la revend avec une marge très importante. Le bénéfice de la valeur ajoutée de la production va directement sur les comptes de cette holding située dans un pays offrant une fiscalité plus faible. Le client, quant à lui, est livré, directement par le site de Cargill Haubourdin. Cargill réalise ainsi une opération blanche. Cette stratégie lui permet de faire ruisseler les bénéfices vers le haut, vers le groupe Cargill, en contournant la fiscalité française et en plongeant au passage les comptes de Cargill Haubourdin dans le rouge.

Cette pratique permet au groupe de ne pas payer d'impôts sur les sociétés et de ne pas verser de prime de participation à ses salariés. Concernant Cargill Haubourdin, cela lui a permis de justifier des difficultés économiques, de délocaliser une partie de la production dans les pays de l'Est et de licencier une grande partie de ses salariés. Tout ça, de manière complètement opaque.

Cargill a-t-il le droit de réaliser ce genre de stratégie financière ?

C'est justement le fond de notre action devant le tribunal des prud'hommes de Lille. Nous plaidons l'illégalité de nos licenciements sur le motif économique. Le délibéré est prévu le 25 octobre 2025. Mais nous ne sommes qu'en première instance. Il peut y avoir un appel de la décision puis un dernier recours en cassation. Cela devrait prendre encore quelques années.

Qu'attendez-vous du tribunal?

Qu'il déclare nos licenciements comme étant illicites, qu'il les fasse reconnaitre comme des licenciements boursiers et non des licenciements économiques. Et, bien évidemment, qu'il condamne Cargill Haubourdin à nous dédommager pour le préjudice de la perte de nos emplois.

Que voudrais-tu dire comme mot de la fin et conclure cette interview?

Mieux vaut lutter debout que de travailler à genoux.



URC EN RÉGIONS

ÉDUCATION POPULAIRE ET POLITIQUE, ECHANGES

Ces deux derniers mois, l'activité d'éducation populaire et politique de l'URC s'est poursuivie, avec pas moins d'une dizaine de conférences organisées un peu partout sur le territoire, au travers des Cercle Manouchian, Henri Barbusse et Nathalie Le Mel ou autres :

Culture cinématographique politique le 26 avril à Quimper organisée par l'Université Populaire du Pays Glazik, avec la projection du film "René Vautier, cinéaste de l'émancipation", présentée par Michel le Thomas, suivie de la projection de films de René Vautier dont "Afrique 50", "De sable et de sang" et "Marée noire, colère rouge".

Projection-débat le 26 avril organisée par le Cercle Manouchian autour du film "Deux vies pour l'Algérie et tous les damnés de la terre" à Marseille, en hommage au couple William et Gilberte SPORTISSE, juifs algériens, communistes, engagés toute leur vie dans



les luttes contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme. Hommage également à tous les combattants des quatre coins du monde. Le débat, animé par Charles HOAREAU et Jean ASSELMEYER co-réalisateur du film, a été suivi du

Put premier Banquet Rouge de l'ANC13 et du Cercle Manouchian des Bouches-du-Rhône.

Conférence politique le 29 avril, organisée dans le cadre de la Campagne Unitaire pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah (URC Alsace, LJR, Jeune Garde, FSE, Urgence Palestine, NPA, PCOF, LFI,...) au centre autonome des jeunes Molodoï à Strasbourg, sur la question des prisonniers politiques, en présence de Saïd Bouamama et de



Benoît Trépied.

Saïd Bouamama, auteur du livre *L'Affaire George Ibrahim Abdallah*", et a rappelé les raisons éminemment politiques de l'emprisonnement de notre président d'honneur depuis plus de 40 ans à Lannemezan. **Benoît Trépied**, auteur de *Décolo-*

niser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie" (2025), et a recontextualisé deux siècles de colonisation française et expliqué comment l'aspiration à l'indépendance du peuple kanak a été systématiquement muselée par les colons et les autorités métropolitaines, entre violences répressives, négociations inégales et référendums piégés. La conférence a bénéficié de la présence de **Frédérique Muliava**, prisonnière politique Kanak déportée en France, qui a livré un témoignage poignant des humiliations subies lors de sa déportation en métropole et de son emprisonnement.

Conférence politique encore, le 4 mai, initiée par l'URC Île-de-France, rejointe par Ka Ubuntu, le FUIQP, le CSRP, l'Alba-TCP France, la DUP et Solidarité Indonésie, à l'occasion des 70 ans de la Conférence de Bandung, autour des **mouvements de solidarité internationale contre l'impérialisme et le colonialisme entre les pays du Sud**.



L'occasion d'interroger « l'esprit de Bandung » d'hier et d'aujourd'hui et de réfléchir ensemble aux moyens de construire ici et aujourd'hui un vaste front anti-impérialiste, anti-colonialiste et anti-raciste autour d'une quinzaine d'intervenants venus de tous les pays et de tous les continents!

Les mois de mai et de juin ont été une fois de plus riches en événements, avec, entre autres, une soirée le mercredi 21 mai à 20h au Patronage Laïque du Pilier Rouge à Brest sur le thème "La Corée du Sud au cœur des tensions mondiales", avec Bruno Dwreski.

Et bien sûr, beaucoup d'autres événements en préparation!

URC EN RÉGIONS

POUR LE PAIN ET LA PAIX, LE COMBAT CONTINUE!

En route pour les 4000 signatures de notre pétition!



Partout en France, notre campagne nationale se poursuit : contre les guerres impérialistes et l'économie de guerre que la bourgeoisie cherche à nous imposer pour sauver son modèle économique basé sur l'exploitation des travailleurs et le pillage. Notre pétition **Foutez-nous la paix** a déjà recueilli plus de 3400 signatures!

Affichages de masse pour exiger la sortie de l'UE et de l'OTAN et la fin de la militarisation de l'économie à Paris, Strasbourg, Saint-Nazaire et Marseille, diffusions de tracts et opérations de signatures de la pétition à Lille, dans les BDR, en Île-de-France, dans le Vaucluse, etc., organisations de réunions publiques ou encore travail conjoint avec d'autres organisations sur cette thématique : nos modalités d'action sont multiples et se développent toujours davantage, en lien avec toutes les organisations progressistes mobilisées sur cette question!

En donnant l'occasion d'aborder avec l'ensemble des composantes de notre classe des thèmes aussi divers que le chômage de masse, la casse des services publics et de la sécurité sociale, la désertification médicale, la guerre en Ukraine, en Palestine ou encore en RDC, la politique internationale, la montée du racisme et de l'islamophobie, c'est un formidable outil de politisation de tous ceux qui ont tout intérêt à rompre avec le capitalisme et son stade suprême, l'impérialisme, en vue de construire, ensemble, la société que nous voulons : une société organisée par et pour le peuple, libérée de l'exploitation et de la guerre.

Cette campagne se poursuivra envers et contre



tout et sous toutes les formes imaginables, dans la rue, dans les entreprises, partout où se trouve notre classe et nos militants, malgré la répression grandissante, malgré la propagande des médias dominants, malgré le travail de fragmentation des classes populaires organisé par nos classes dirigeantes!

Le 8 mai, une journée de mémoire et de luttes pour les communistes du Nord

Parce que nous avons le devoir de nous rappeler les luttes passées pour mieux comprendre les luttes à venir, le 8 mai n'est pas un jour comme les autres.

Le « devoir de mémoire » sélectif des médias mainstream occulte trop souvent l'apport décisif de l'URSS dans la victoire, tout comme il occulte celui de ces « tirailleurs » dans la libération de la France.

C'est pourquoi, depuis près de 30 ans, les camarades de l'URC Nord se rassemblent chaque année autour de 2 événements : la commémoration des soviétiques morts sur notre territoire et celle des tirailleurs africains qui ont donné leur vie pour combattre les nazis. Par sa constance, cette mobilisation de notre organisation, à laquelle participe de manière récurrente un représentant de l'ambassade de Russie en France, a fait des émules : la section PCF de Loos-Haubourdin et les Jeunesses communistes du Nord se joignent désormais à nous à l'occasion de l'hommage aux tombes des Soviétiques. La volonté de maintenir la mémoire de l'engagement des soviétiques sur notre sol a également attiré l'association Mémoire Russe (composée de russes vivant dans le nord), qui a fait ériger un monument dédié à ces combattants soviétiques.

C'est un moment solennel qui nous rappelle que la victoire contre le nazisme n'aurait jamais eu lieu sans l'engagement décisif de l'URSS et la détermination des communistes.

Mais la journée ne s'arrête pas là. En effet, depuis 25 ans, les camarades accueillent le Comité des Sans Papiers 59 qui organise une marche de Lille jusqu'au cimetière d'Haubourdin (6 km), où reposent également des « tirailleurs » de l'empire colonial.

Cette année, nous avons été invités à participer à un débat organisé par le Comité des Sans Papiers, traitant des massacres coloniaux du 8 mai 1945 en Algérie (Sétif, Guelma, Kherrata..), de 1947 à Madagascar et au Cameroun. Ces événements, trop souvent passés sous silence par l'historiographie impérialiste française, démontrent l'ambivalence de cette date qu'en tant qu'anti-impérialistes et anticolonialistes, nous devons prendre en compte dans sa complexité.



ÉCHOS DES LUTTES

Quand France Travail se ligue avec les organismes de Chez Starbucks, la solidarité est une faute grave! formation véreux pour arnaquer les chômeurs

Depuis trois mois, 28 chômeuses de longue durée ont entamé, avec l'aide du Comité Chômeurs CGT Île-de-France, une bataille contre France Travail et l'organisme de formation privé Ideko Formation. En cause? Une formation proposée et financée par France Travail, devant permettre l'obtention du titre professionnel de secrétaire médical(e) et mener à l'embauche immédiate en CDI dans une entreprise. Ce qui s'est révélé être une arnaque organisée conjointement par l'organisme de formation et des agents de l'agence France Travail de Noisy-le-Sec! Résultat: pas de diplôme, pas d'embauche et des refus d'aides et d'indemnisation pendant la formation!

Mais ces femmes ne se sont pas laissées faire: par la lutte, elles ont obtenu le paiement de leurs indemnités, le paiement rétroactif des aides auxquelles elles avaient droit et l'engagement de France Travail qu'elles pourraient passer l'examen au plus vite avec l'AFPA!

Depuis l'arrivée au pouvoir de Macron, les chômeurs sont dans le viseur. L'objectif? Réduire les droits à l'Assurance chômage pour contraindre ceux qui le peuvent à accepter les emplois précaires et les conditions de travail dégradées qu'impose le patronat. Parallèlement, France Travail arrose les entreprises d'insertion et de formation professionnelle, faisant du chômage un véritable business. Malgré la difficulté de s'organiser et le peu de solidarité dont ils font l'objet, malgré les attaques qu'ils subissent et les plans de licenciements massifs que subit notre classe aujourd'hui, on le voit : lorsque les chômeurs se mobilisent, ils gagnent aussi!

Alsace: un mois d'avril sous le sceau de la lutte pour la libération de GIA et des prisonniers Kanaks

Le 26 avril, plus de 200 personnes ont manifesté à Strasbourg dans une ambiance déterminée pour affirmer la légitimité du droit de résistance contre la colonisation et ses crimes, à l'appel d'un front uni entre l'URC, la Jeune Garde, Ur-



gence Palestine, la LJR, la FSE, ATMF, le collectif Solarité Kanaky, le Comité Palestine Unistra, Solidaires, la FI, le NPA, Partizan, et la CGT Educ'action Alsace.

L'URC Alsace a dénoncé le décalage entre la rhétorique d'une France "Patrie des droits de l'Homme et de la démocratie", et la réalité d'une dictature bourgeoise qui perpétue les logiques coloniales : le soutien inconditionnel au génocide à Gaza et la répression du mouvement kanak font écho à la même violence française lors des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata le 8 mai 1945, le jour même de la victoire des peuples contre le fascisme.

Nous ne devons avoir aucune illusion: la bourgeoisie, pour préserver l'impérialisme, utilisera toujours la violence contre le mouvement ouvrier et le mouvement de libération des peuples. Nous devons donc amplifier la mobilisation jusqu'à obtenir la libération de Georges Abdallah et de Christian Tein et de ses camarades. De même que c'est à l'ensemble de la résistance anti-impérialiste et anticolonialiste que l'État français attaque à travers eux, c'est à tous les impérialismes que nous infligerons un coup et auxquels nous imposerons la paix et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes partout sur la planète en exigeant leur libération et en l'obtenant.



Les journaux grand public en ont parlé, c'est dire! 4 salariés de Starbuck et de "Prêt à manger" de l'Aéroport d'Aix Marseille Provence ont été "remerciés" de leurs bons et loyaux services (après 30 ans de boîte pour l'un d'entre eux) pour faute grave... Ils ont nourri des personnes en situation précaire avec des sandwichs invendus destinés à être jetés! En plus de l'ignominie de ces licenciements, cet usage était connu et validé oralement par la direction! Plan social déguisé? Zèle excessif du nouveau RH? Nous avons au moins deux raisons de boycotter cette enseigne : la première pour ces agissements à l'égard des travailleurs, la seconde pour son soutien inconditionnel à l'entité sioniste et sa complicité dans le génocide en cours à Gaza. Starbuck, comme d'autres, finance et soutient la barbarie en opprimant les travailleurs ici et en les massacrant ailleurs dans le monde, comme en Palestine.

Victoire pour les éboueurs de Saint-Etienne! La lutte paie!

En avril 2025, les éboueurs de Saint-Étienne ont entamé une grève pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et la réforme des horaires imposée par la municipalité. Ils dénoncent une surcharge de travail, des effectifs réduits et un manque de reconnaissance. La ville a rapidement été submergée par les déchets, illustrant l'importance de leur rôle.

Ce mouvement s'inscrit dans un climat national tendu, où les agents publics expriment leur ras-le-bol face aux politiques d'austérité. 100 % du personnel a suivi la grève, qui a duré 12 jours. Leurs revendications ont été partiellement satisfaites.

Formation politique et quartiers populaires

Depuis trois mois, un groupe de militants venus d'horizons divers construisent ensemble une formation antiimpérialiste et anti-colonialiste en Île-de-France. Partis d'une conférence du FUIQP IDF sur la centralité de la question palestinienne, les participants ont souhaité remettre cette question dans son contexte. Congo, Algérie, guerre économique, coups d'Etat en Afrique et en Amérique latine, etc.: les thèmes abordés ont rapidement inclus l'ensemble du système capitalisteimpérialiste mondial.

Au vu de l'ampleur du sujet, il a été décidé d'en faire un espace de formation pérenne et inclusif, basé sur une journée par mois, dans le but de créer un espace de discussion et de formation collective entre militants antiimpérialistes venus d'horizons et de traditions politiques divers, afin de dégager ensemble des pistes d'actions communes. Loin de la division et des guerres de chapelles qui caractérisent la «gauche» de France depuis plusieurs décennies, c'est le rapprochement par le dialogue, la camaraderie et le travail en commun qui font toute la valeur de ce nouveau projet. Et bientôt, le travail réalisé sortira sous la forme d'une brochure! Tenez-vous informés!

NICARAGUA: LUTTER CONTRE L'INTOXICATION MÉDIATIQUE ET OBTENIR DES DROITS POUR LES FEMMES



Depuis la réélection de Daniel Ortega en 2007, le Nicaragua a connu de profondes transformations sociales, marquées par des avancées notables pour les droits des femmes. Dans un contexte mondial où la lutte pour l'égalité des sexes reste un défi, le Nicaragua se distingue comme un exemple de progrès en Amérique latine et dans le monde.

La Jeunesse Sandiniste-19 juillet (JS-19) a défilé dans les rues de Managua d'une manière vibrante et engagée, rendant hommage au **45**ème **anniversaire** de la Croisade nationale pour l'alphabétisation.

Cela a été possible grâce à la volonté politique du gouvernement qui, à travers le Plan national de lutte contre la pauvreté et pour le développement humain 2022-2026, a instauré des politiques garantissant l'accès à l'éducation, à la santé, aux moyens et formes de production et à la sécurité alimentaire, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Voici quelques-unes des réalisations de la Révolution sandiniste dans ce domaine et la situation actuelle des femmes dans le pays. Elles soulignent leur prise de responsabilité dans la Fonction publique, dans la santé, dans l'économie, dans l'éducation et dans la lutte contre la violence.

Participation politique: Le Nicaragua se distingue par une représentation féminine élevée: 9 ministères sur 16 sont dirigés par des femmes qui représentent 54 % des députés. Par ailleurs, 82 maires sur 153 sont des femmes, tout comme 60 % des magistrats du Conseil suprême électoral. Les femmes occupent également des postes-clés dans la magistrature et d'autres institutions publiques.

Santé: Des progrès majeurs ont été réalisés. La mortalité maternelle a chuté de 79,8 %, celle liée au cancer du col de l'utérus de 14,4 %, et la

transmission du VIH de la mère à l'enfant a été réduite de 98 %. Les maisons maternelles sont passées de 50 à 180 depuis 2007. **Économie**: Des programmes comme « Zéro usure » ont permis à plus de 548 000 femmes d'accéder à des microcrédits. Depuis 2007, 700 000 titres de propriété ont été distribués, dont 55 % à des femmes. Des programmes agricoles et de formation professionnelle touchent des milliers de femmes.

Lutte contre la violence : En 2024, 298 commissariats de police spécialisés accueillent les victimes. Des brochures d'information facilitent les démarches de signalement.

Éducation: Les femmes surpassent les hommes dans les études techniques (68 %) et supérieures (52 %). En 2025, 57 % des étudiants universitaires sont des femmes.

Ces avancées sont le fruit d'un féminisme de classe porté par le Front Sandiniste de Libération nationale, qui lie lutte contre le patriarcat et engagement anti-impérialiste et socialiste. Le Nicaragua prouve ainsi qu'un engagement politique peut construire une société plus équitable.



Le Ministère de la femme (MINIM) a effectué des visites directes dans les communautés de Mozonte et de La Libertad pour promouvoir le respect des droits de la femme et de prévenir la violence dans les relations entre partenaires.

GUERRE ÉCONOMIQUE DE DONALD TRUMP ET RIPOSTE CHINOISE

L'annonce par Donald Trump le 2 avril dernier, de la mise en place de nouveaux droits de douane n'épargne quasiment aucun pays, qu'ils soient « alliés » ou « ennemis ».

Pour la Chine, le bond atteint une dimension telle que même la presse bourgeoise utilise les termes d'« agressivité », de « guerre économique », etc. Une semaine après, le 9 avril, le président états-unien émettait un nouveau décret indiquant que les tarifs douaniers étaient ramenés à 10% pour la plupart des pays pour une durée de 90 jours, le temps de finaliser des négociations bilatérales. Pour la Chine, en revanche, le même décret instaure des taxes douanières en hausse de 125% qui s'ajoutent à celles de 20% décrétées en mars dernier dans le cadre de la « lutte contre le trafic de fentanyl » (dont les USA accusent la Chine). Désormais les produits chinois importés aux États-Unis seront taxés à 145%.

Le chantage économique états-unien s'est heurté cette fois-ci à une détermination chinoise sans faille. Dès le 6 avril, le Quotidien du Peuple, organe du Parti Communiste, expliquait : « Bien que [...] l'agression tarifaire des États-Unis a dépassé les attentes, le Comité central du Parti avait déjà anticipé ce nouveau cycle de mesures ». Pékin décide en effet une hausse des droits de douane pour les produits états-uniens de 34% à compter du 10 avril, une restriction importante de l'exportation des « terres rares » vers les États-Unis, et une liste d'entreprises états-uniennes à qui il est interdit de vendre des composants chinois.

La résistance chinoise au chantage douanier a immédiatement semé la panique sur les marchés financiers. La bourse de Wall Street connait une chute de la capitalisation boursière de 6 600 milliards de dollars en deux jours et une baisse des actions des entreprises de haute technologie dépassant pour certaines d'entre elles les 20%. Audelà de la bourse, les effets sur l'économie réelle sont également immédiats.

De nombreuses entreprises ont annoncé dans la semaine des réductions de personnel en raison de



l'incertitude que cette hausse des droits de douanes crée pour l'avenir. De même, les principales holdings bancaires ont immédiatement révisé à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'économie états-unienne. La holding J.P. Morgan par exemple fait passer ce taux de croissance au quatrième trimestre de 1,3% à 0,3% et annonce un taux de chômage à 5,3%.

La préparation chinoise qu'évoque le *Quotidien du Peuple* est assise sur deux piliers sur lesquels les Etats-Unis n'ont aucune prise directe. Un des responsables des douanes chinoises, Lyu Daliang, résume comme suit la situation à l'agence Xinhua le 15 avril :

« Malgré un contexte extérieur complexe et difficile, "le ciel ne va pas s'effondrer" pour les exportations chinoises [...] Ces dernières années, la Chine a réalisé des progrès constants dans la diversification de ses marchés d'exportation [...] L'immense marché intérieur chinois reste également un solide appui pour l'économie, le pays convertira cette certitude intérieure en un tampon contre la volatilité mondiale. »

Anticipant d'autres attaques étatsuniennes, les autorités chinoises ont annoncé, le 17 mars, la mise en place d'un système alternatif de paiement international. Le communiqué de la banque populaire de Chine précise que les dix pays de l'ASEAN (Association des pays de l'Asie du Sud-Est) d'une part et six pays du Moyen-Orient d'autre part ont adhéré à ce nouveau système de paiement en monnaie chinoise numérique. En outre, 87% des pays du monde soit 200 nations, ont d'ores et déjà achevé l'adaptation au nouveau système de paiement.

Le nouveau système de paiement international est un véritable cataclysme pour les États-Unis. Jusqu'à présent en effet, les paiements internationaux devaient obligatoirement passer par le système SWIFT (Société mondiale des télécommunications financières interbancaires) créé en 1973. Or ce système entièrement contrôlé par les pays occidentaux permettait à ceux-ci de bloquer immédiatement les échanges d'un pays avec le reste du monde. Ce moyen de pression, utilisé dans le passé contre l'Iran ou la Russie, entraine des effets économiques immédiats. Pour l'Iran par exemple, l'exclusion du système SWIFT a eu comme conséquence la chute immédiate de son commerce extérieur de 30%.

Si l'agressivité états-unienne prend des dimensions inédites pour tenter de préserver une hégémonie en perte de vitesse, elle se heurte désormais à une résistance multiforme grandissante.

Libérez les frères Kononovich!

Le 17 avril 2025, au tribunal Solomensky de la ville de Kiev, s'est tenue la nouvelle audience des frères Mikhaïl et Alexandr Kononovych, dirigeants communistes et antifascistes, systématiquement persécutés et



agressés par les groupes néo-nazis associés avec le régime ukrainien depuis 2014 et le coup d'état de Maïdan orchestré par les États-Unis. Kidnappés et sauvagement torturés en 2022 par la police politique SBU, ils sont actuellement assignés arbitrairement à résidence avec port de bracelet électronique depuis plus de trois ans, en raison du simple fait d'être communistes et de s'opposer au gouvernement ukrainien!

Pourtant, lors de cette nouvelle audience, la « justice » de Zelensky a refusé les requêtes de la défense et prolongé l'assignation à résidence, renvoyant l'affaire au 13 mai 2025, puis au 15 mai.

Entre temps, les frères Kononovych sont constamment menacés d'être enrôlés de force dans l'armée, et envoyés au front, où ils risquent la mort à coup sûr, que ce soit sous les balles russes, ou par les unités punitives néonazies intégrées à l'armée ukrainienne, qui éliminent systématiquement les soldats considérés comme « communistes » ou « politiquement douteux ». Une mort qui arrangerait bien le gouvernement ukrainien.

Il sont aujourd'hui assignés à résidence avec bracelet électronique, mais ils risquent à tout moment d'être envoyés sur le front, comme on l'a vu le 22 mai dernier, puis à nouveau le 27 mai : arrêtés en pleine rue la première fois, puis relâchés suite à l'intervention d'un magistrat; convoqués au poste la seconde fois, arrêtés puis menacés d'être envoyés au Centre de recrutement territorial de l'armée... avant d'être relâchés "pour le moment", "le temps d'étudier leurs documents". L'armée ukrainienne leur reproche de ne pas s'être présenté au centre de recrutement de Loutsk (en Volhynie, nord-ouest de l'Ukraine)... alors qu'ils sont assignés à résidence à Kiev. Torture psychologique.

Face à cette violence totalement passée sous silence dans les médias occidentaux, un mouvement international de solidarité a été mis sur pied, donnant lieu, dans de nombreux pays à des manifestations et mobilisations. De plus, une action auprès de l'ONU a été engagée pour faire pression sur le régime de Kiev. Enfin, un **appel à solidarité**, déjà signé par plus de 200 dirigeants, militants et intellectuels a été mis en place.

Pour le signer, écrivez à <u>jean.pierre.page@gmail.com</u>.

PRISONNIERS POLITIQUES: UNE NÉCESSITÉ POUR L'IMPÉRIALISME



Le 17 avril, Journée internationale pour la libération de prisonniers politiques depuis 1975, prend une dimension particulière depuis le 7 octobre 2023.

L'emprisonnement de masse est, aux côtés des massacres, des bombardements, des raids, du blocus de la bande de Gaza, etc. un des axes stratégiques d'Israël pour affaiblir la résistance palestinienne. Son but ? Instaurer la terreur. Depuis 1967, environ 850 000 palestiniens sont passés par les geôles sionistes, dont un nombre non négligeable de femmes et d'enfants, soit 1/5 de la population palestinienne vivant actuellement sur le territoire de la Palestine historique.

Depuis le 7 octobre, cette logique s'est considérablement accélérée. En effet, alors qu'avant le 7 octobre, les prisons sionistes comptaient 5200 prisonniers palestiniens, depuis cette date, ce ne sont pas moins de 14 500 palestiniens qui y ont été enfermés, torturés, assassinés, sans compter les milliers de « disparitions forcées » dans la bande de Gaza.

Mais cette politique de l'enfermement pour terroriser et museler n'est pas l'apanage de l'entité génocidaire : ses mentors et complices, **USA** et UE en tête, ne sont pas en reste. En effet, la France maintient enfermé depuis 41 ans notre camarade et frère, président d'honneur de l'URC, George Ibrahim Abdallah, dans la prison de haute sécurité de Lannemezan, alors qu'il est libérable depuis 1999. De même, depuis le 7 octobre, le gouvernement, *via* une circulaire de son ancien ministre de la Justice Dupont-Moretti, cible délibérément les militants soutenant la résistance palestinienne, instrumentalisant le crime d'apologie du terrorisme et tentant, par la force, d'assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme. Ainsi, entre octobre 2023 et janvier 2024, pas moins de **626 procé**dures pour apologie du terrorisme ont été ouvertes par le parquet anti-terroriste. Depuis, le

nombre de ces procédures a crû de manière exponentielle sans que les chiffres exacts ne soient jamais divulgués, et ont touché des profils divers — étudiants, syndicalistes, figures des mouvements sociaux, responsables politiques, députés, militants des quartiers populaires, etc. — avec, à la clé, des demandes de prison ferme, comme dans le cas de Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'UD CGT du Nord, qui a écopé d'une peine d'un an de prison avec sursis.

Cette instrumentalisation du pouvoir judiciaire (pourtant théoriquement indépendant du pouvoir exécutif depuis la Révolution française) à des fins politiques s'inscrit dans une logique plus globale de répression à tout-va du mouvement de soutien à la Palestine. Et malheureusement, cette situation n'est pas propre à la France mais se reproduit dans la quasiintégralité des pays impérialistes, de l'Italie aux USA, et de leurs alliés (les Émirats Arabes Unis viennent ainsi d'emprisonner 3 militants propalestiniens yéménites). En réalité, c'est une véritable internationale de la répression des militants propalestiniens que nous voyons émerger à mesure que le mouvement de soutien à la résistance s'amplifie.

Ce soutien est lié à la nature de l'État d'Israël en tant qu'État vassal, garant des intérêts impérialistes principalement états-uniens dans la région: pour les puissances impérialistes occidentales, maintenir coûte que coûte le régime sioniste en place est une nécessité vitale. C'est le garant de la poursuite de leur mainmise sur cette région riche en ressources énergétiques, ultra-stratégique d'un point de vue géographique, et par laquelle doit passer le projet américain IMEC visant à créer un corridor logistique entre l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe dans le but de concurrencer le projet chinois des Nouvelles Routes de la Soie.

Faire taire toutes les résistances pour imposer la guerre et l'appauvrissement généralisé Mais la répression contre le mouvement de soutien à la résistance palestinienne n'est que la partie émergée de l'iceberg : en réalité, en France comme ailleurs, ce sont toutes les formes de résistance au capitalisme et ses effets qui sont visés. Militants antiracistes, anticolonialistes, anti-impérialistes, écologistes, journalistes ou qui que ce soit engagé contre l'austérité imposée la bourgeoisie : aucun secteur de la lutte n'est épargné. En témoigne, en France, la détention depuis plus de 10 mois de cinq leaders indépendantistes kanaks, dont Christian Tein, dans les geôles françaises, à des dizaines de milliers de kilomètres de chez eux, l'interpellation de plus de 13 000 Gilets jaunes, dont 400 purgent encore de peines de prison ferme, la répression des émeutes dans les quartiers populaires ou encore celles des militants syndicaux, politiques, écologistes, antiracistes, etc. La crise structurelle que traverse le capitalisme-impérialisme aujourd'hui rend nécessaire, pour la bourgeoisie mondialisée, d'étouffer toute forme de résistance à la paupérisation et à l'économie de guerre généralisée qu'elle cherche à nous imposer pour se sauver en tant que classe dominante. C'est ce qui nous amène à identifier dans la période actuelle un processus de fascisation

des classes dominantes à l'échelle mondiale.

Cette stratégie de la terreur, dont le recours à l'emprisonnement est une des composantes, n'est pas nouvelle : à titre d'exemple, en pleine guerre d'Algérie, ce sont plus de 10 000 militants indépendantistes algériens qui sont passés par les prisons françaises, subissant mauvais traitement, actes de torture, humiliations, etc.

Une résistance qui ne faiblit pas

Pourtant, les peuples ne baissent pas la tête. En témoigne l'héroïque résistance de George Ibrahim Abdallah qui a toujours refusé de renier son combat pour la Palestine (quand c'était la condition imposée par les gouvernements successifs pour le libérer), l'héroïque résilience du peuple Palestinien qui, malgré plus de 100 ans de répression, renaît sans cesse de ses cendres, le peuple kanak qui résiste pour retrouver sa souveraineté sur son territoire, ou encore l'extraordinaire dynamisme de cette jeunesse qui, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie et en Europe, montre sa détermination à construire la solidarité pour déjouer les effets de la répression et pour faire entendre son refus d'un ordre économique iniuste et délétère. Nous ne lâcherons rien!



CHANSON DANS LE SANG

Il y a de grandes flaques de sang sur le monde où s'en va-t-il tout ce sang répandu Est-ce la terre qui le boit et qui se saoule drôle de soûlographie alors si sage... si monotone ... Non la terre ne se saoule pas la terre ne tourne pas de travers elle pousse régulièrement sa petite voiture ses quatre saisons

la pluie... la neige ... le grêle... le beau temps ... jamais elle n'est ivre

c'est à peine si elle se permet de temps en temps un malheureux petit volcan

Elle tourne la terre

elle tourne avec ses arbres... ses jardins ... ses maisons ...

elle tourne avec ses grandes flaques de sang et toutes les choses vivantes tournent avec elle et saignent ...

Elle elle s'en fout

la terre

elle tourne et toutes les choses vivantes se mettent à hurler

Elle s'en fout

elle tourne

elle n'arrête pas de tourner

et le sang n'arrête pas de couler ...

Où s'en va-t-il tout ce sang répandu

le sang des meurtres ... le sang des guerres ...

le sang de la misère ...

et le sang des hommes torturés dans les pri sons ...

le sang des enfants torturés tranquillement par leur papa et leur maman ...

Et le sang des hommes qui saignent de la tête dans les cabanons ...

et le sang du couvreur

quand le couvreur glisse et tombe du toit

La guerre déclarée j'ai pris mon courage à deux mains et je l'ai étranglé.

Le Ministre de la guerre :

Je poursuis.

Un hôpital détruit : dix, cent et je suis modeste peuvent être reconstruits Et, le projet adopté à l'unanimité, la nuit est tombée,

l'hôpital a sauté avec aux alentours quelques bribes du quartier.

Le jour se lève sur la ville

où le rire s'amenuise, se dissipe et disparaît.

Tout redevient sérieux.

La vie, comme la Bourse, reprend son cours et la mobilisation générale se poursuit de façon normale.

Et le sang qui arrive et qui coule à grands flots avec le nouveau-né... avec l'enfant nouveau ... la mère qui crie... l'enfant pleure ...

le sang coule... la terre tourne

la terre n'arrête pas de tourner

le sang n'arrête pas de couler

Où s'en va-t-il tout ce sang répandu

le sang des matraqués... des humiliés ...

des suicidés... des fusillés... des condamnés ...

et le sang de ceux qui meurent comme ça... par accident

Dans la rue passe un vivant

avec tout son sang dedans

soudain le voilà mort

et tout son sang est dehors

et les autres vivants font disparaître le sang

ils emportent le corps mais il est têtu le sang

et là où était le mort

beaucoup plus tard tout noir

un peu de sang s'étale encore ...

sang coagulé

rouille de la vie rouille des corps

sang caillé comme le lait

comme le lait quand il tourne

quand il tourne comme la terre

comme la terre qui tourne

avec son lait ... avec ses vaches ...

avec ses vivants ... avec ses morts ...

la terre qui tourne avec ses arbres ... ses vivants... ses maisons...

la terre qui tourne avec les mariages ...

les enterrements ...

les coquillages ...

les régiments ...

la terre qui tourne et qui tourne et qui tourne avec ses grands ruisseaux de sang.

Déclaration de soutien de l'URC - 9ème Colloque international Bruxelles 3 & 4 MAI 2025 :

RENFORCER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LES PRISONNIERS DANS LE CONTEXTE DU GÉNOCIDE

Chers camarades, chers amis,

Merci pour votre invitation à cet évènement aussi nécessaire qu'urgent, que vous organisez dans cette enceinte où se croisent les voix de la justice, de la solidarité et de la dignité saisissons humaine. Nous l'occasion pour réaffirmer la solidarité totale de notre organisation (l'URC) avec la lutte héroïque du peuple palestinien, notre plein soutien à sa cause, et pour reconnaitre sans équivoque le droit fondamental des Palestiniens à défendre leur peuple, y compris par la lutte armée, et à résister pour reconquérir leurs terres usurpées et colonisées depuis plus de 7 décennies par une entité coloniale créée de toutes pièces, suite à un mandat britannique qui a sévi pendant 30 ans.

Notre mobilisation pour soutenir nos camarades palestiniens, otages des geôliers de l'occupant sioniste, ne faillira pas tant qu'ils ne seront pas TOUS relâchés et nous continuerons à être les porte-voix des 15000 prisonniers/otages, enfants, femmes et hommes palestiniens qui subissent les affres d'une torture systématique sans distinction d'âge ou de genre ou de confession, et sans aucune réaction du monde autoproclamé LIBRE, bien au contraire : l'invisibilisation et la déshumanisation des prisonniers palestiniens en particulier, et du peuple palestinien en général, est une pratique systémique adoptée par les médias mercenaires du pseudo-monde libre.

Les États impérialistes qui ont enfanté ce monstre colonial sioniste ont décidé que le Droit international dont ils ont dessiné les contours ne serait applicable qu'à leurs contradicteurs, et que la barbarie génocidaire de leur enfant gâté ne saurait en relever. Pire encore : pour échapper à toutes les poursuites engagées par les instances internationales contre ses crimes de guerre, l'État colonial a trouvé LA solution. Il se retire de toutes les instances internationales qui ont, par ailleurs, légitimé sa création. Ainsi il peut récuse toutes les décisions prises à son encontre, puisqu'il ne reconnait pas les compétences de ces institutions qu'il a, jusque-là, instrumentalisées sans vergogne.

Un rapport des organisations de soutien aux prisonniers palestiniens fait état des crimes subis par les enfants palestiniens, isolés dans des quartiers réservés dans les geôles du colon sioniste où ils sont affamés, en proie à des tortures physiques de tous ordres, y compris sexuelles, sans compter les négligences médicales dont résulte la propagation de maladies comme la gale qui atteint la plupart des enfants emprisonnés, et qui se voient refuser tout traitement. Ce même rapport donne des exemples d'enfants morts sous la torture, de maladies ou de faim comme le jeune Walid Ahmed mort en martyr le 22 mars 2025, dont le rapport médical confirme que la cause principale du décès est la famine.

Nous saisissons cette occasion pour nous insurger contre ces pratiques intolérables et appelons tous les camarades libres, partout où ils se trouvent, à interpeller,



sans relâche, leurs gouvernements pour qu'une réaction immédiate soit prise contre cet État criminel, sans arrêter les pressions et les mobilisations populaires pour le boycott académique, culturel et commercial de l'entité sioniste, car seule la résistance populaire pourra faire basculer le rapport de force et vaincre enfin le colonialisme et l'impérialisme.

Les prisonniers palestiniens ne sont pas des statistiques. Ils sont les visages de la résistance et du courage. Ils sont les poètes, les enseignants, les journalistes, les ouvriers et paysans, les mères, les pères, les enfants, les militants. Ils sont la mémoire d'un peuple, et son avenir aussi.

L'URC s'engage à relayer, informer, impulser et participer à toutes les initiatives qui ont pour objectif la libération des prisonniers palestiniens et celle de la Palestine du joug de la colonisation sioniste.

Pour conclure, nous voudrions évoquer le cas de notre camarade et Président d'honneur de l'URC, le résistant Georges Ibrahim Abdallah, détenu et maintenu en détention en France depuis plus de 40 ans, pour avoir refusé de renier son engagement infaillible pour la libération de la Palestine de l'impérialisme colonial. Son camarade et ami. le leader résistant Ahmed Sa'adate, lui-même captif dans les geôles de l'entité sioniste depuis 2002, a dit de lui : "Pour nous, dans les prisons de l'entité sioniste, Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné en France depuis 1984, est un camarade de lutte et un prisonnier palestinien". Ces résistants portent en eux une cause et non une simple quête individuelle de la liberté. La prison n'est pas seulement un lieu d'emprisonnement, c'est aussi le lieu où l'opprimé affronte son oppresseur. Les prisonniers palestiniens doivent être une priorité pour nos mouvements.

Gloire au peuple palestinien!

Gloire à sa résistance héroïque!

Gloire aux prisonniers palestiniens Femmes, Hommes et Enfants! Soyons leurs voix!

A bas l'impérialisme!

A bas le colonialisme Palestine vivra! Palestine Vaincra!

VOIR / LIRE / COMPRENDRE



"Fanon" : à voir absolument

D'abord, parce que si pour de nombreux militants, Frantz Fanon évoque le militant anticolonialiste engagé avec le FLN algérien dans la guerre d'indépendance, il reste peu ou pas connu du grand public.

Ce film, qui retrace une courte période de la vie de France Fanon démarre lorsqu'il prend ses fonctions de psychiatre à l'hôpital de Blida (dans la région d'Alger) en 1953. Hostile aux méthodes thérapeutiques coloniales racistes, il met en œuvre une démarche humaniste respectant les valeurs culturelles des patients. Déjà fervent anticolonialiste, son expérience à Blida-Joinville l'engage concrètement dans la lutte, en soignant et/ou en hébergeant des résistants algériens, et par les contacts pris avec des combattants du FLN. Cet engagement politique l'obligera à quitter l'Algérie pour la Tunisie.

Bien sûr, les puristes regretteront les raccourcis historiques, et une évocation trop allusive des liens de Fanon avec le FLN. Cependant l'intérêt de ce film est avant tout de mettre un doigt (de plus) sur le passé colonial peu glorieux de la France, tout en mettant en lumière une figure historique noire méconnue en France.

Gageons qu'il donnera envie aux spectateurs qui le découvriront d'en savoir davantage!

C'est un film qui dérange puisqu'il n'a pas bénéficié d'une visibilité suffisante : seules 70 salles au niveau national (sur un total de 6300) devaient le projeter initialement. En particulier, le réseau MK2 (art et essais) a fait l'impasse sur ce film. Mais le succès fulgurant du film (plus de 24000 entrées la première semaine) a incité d'autres salles à le projeter, même si elles restent trop peu nombreuses. Il est vraiment temps de décoloniser les esprits : allez le voir et parlez-en autour de vous!

"Fanon", Jean Claude Barny, sortie en salle avril 2025

Pourquoi revenir aujourd'hui sur cet ouvrage qui a déjà vingt ans (pour l'édition originale et plus pour une partie des textes y figurant) ? Parce qu'il a gardé toute sa puissance, son utilité formatrice et son actualité, anticipant sur des questions qui se posent encore à nous. Décédé en juin 2018, Domenico



Losurdo a été un passeur pour beaucoup de militants communistes depuis la fin des années 90. Il a permis, par son travail en histoire, en philosophie, de retrouver une certaine fierté d'être communiste après les années terribles qui ont suivi la chute du camp socialiste en 1989/1991. Spécialiste de Marx, Hegel, Gramsci ou encore Nietszche, il a produit de nombreux ouvrages, comme *La lutte des classes*, une somme sur la question. Ne ratant jamais une occasion de dénoncer l'impérialisme des USA ou la persistance du fascisme, il fut un lutteur autant qu'un penseur.

Fuir l'histoire. La révolution russe et la révolution chinoise aujourd'hui revient sur ces immenses évènements historiques, leur rôle dans l'émancipation de l'humanité, hier mais aussi aujourd'hui. Contre l'autophobie ou la honte portée sur son propre passé par la gauche post-communiste, il appelle au contraire à assumer, y compris de manière critique, l'héritage communiste. Un héritage que les communistes doivent s'approprier et discuter sans esprit de capitulation à la pensée bourgeoise.

Expliquant le mouvement communiste, ses succès, ses échecs, comme un long mouvement d'apprentissage, invitant à penser les conditions réelles de la construction du socialisme dans le contexte de la guerre permanente que lui ont imposé les impérialismes, il insiste sur la nécessité de se pencher sur les difficultés de passer d'un état d'exception durable à une "normalité" socialiste, plus propice au développement des forces productives. Passant la révolution chinoise au prisme de ces difficultés, il nous invite à la lire en analysant ses contradictions et ses échecs mais aussi ses réussites.

Ce livre, toujours disponible aux éditions Delga, est donc une invitation à penser la construction du socialisme passé et à venir en appliquant le principe cher à Lénine de "l'analyse concrète de la situation concrète".

Domenico LOSURDO, *Fuir l'histoire* (Éditions Delga et le Temps des Cerises, 2007, 12,20 €)